

Groupe CRI
Communiste
Révolutionnaire
Internationaliste

*Partie prenante du processus
pour un Nouveau Parti
Anticapitaliste (NPA)
initiée par la LCR.*

<http://groupecri.free.fr>
Tél. : 06 64 91 49 63

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À PAYER LA CRISE DU CAPITALISME !
**L'INTÉRÊT DES TRAVAILLEURS, C'EST DE COMBATTRE LE CAPITALISME
JUSQU'À LEUR PROPRE GOUVERNEMENT RÉVOLUTIONNAIRE**
**ORGANISONS-NOUS POUR RÉSISTER TOUS ENSEMBLE,
IMPOSONS AUX DIRECTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER LA RUPTURE
AVEC LE GOUVERNEMENT ET LE FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS !**

Depuis des années, les patrons, les gouvernements, les journalistes aux ordres, les « intellectuels » bon teint nous l'ont dit et répété : il n'y a pas d'alternative au capitalisme, c'est le moins mauvais des systèmes, il va apporter au monde croissance, développement et paix... La crise alimentaire, la grande crise financière et le

début de crise économique généralisée montrent de façon éclatante que ce système conduit au contraire l'humanité au désastre : 925 millions de mal-nourris, des guerres atroces pour les richesses naturelles (Irak, Afghanistan, Afrique...), la hausse du chômage, la destruction accélérée de l'environnement, etc.

Origines de la crise : tendance à la baisse du taux de profit et suraccumulation du capital

Depuis les années 1970, le rythme de l'accumulation s'est ralenti dans les pays impérialistes : c'est la conséquence de la baisse du taux de profit. Or cette baisse est une tendance à long terme inévitable sous le capitalisme. En effet, la modernisation constante de la production accroît la productivité du travail et diminue donc relativement le nombre de travailleurs qu'il faut pour faire fonctionner les moyens de production (machines, etc.). Or, seul le travail des salariés produit la valeur et la plus-value, source du profit. Donc, le taux de profit (plus-value/capital total) tend à diminuer. Alors l'investissement diminue à son tour. C'est la crise. Comme l'indique Marx, « *il n'est pas produit trop de richesse. Mais périodiquement, il est produit trop de richesse dans les formes antagonistes du capital.* »

30 ans d'attaques contre les travailleurs pour rétablir le taux de profit

Pour faire face à la crise des années 70, c'est-à-dire rétablir leur taux de profit, les capitalistes et leurs gouvernements ont brutalement attaqué les acquis des travailleurs. À l'échelle mondiale, cela est passé par le rétablissement de la propriété privée en URSS, en Chine et dans les autres pays staliniens, la libéralisation du commerce mondial (OMC) et la déréglementation du système financier. En France comme ailleurs, cela s'est traduit par la fermeture d'entreprises « non rentables » (mines, sidérurgie...), les licenciements massifs, les privatisations, la hausse de la flexibilité et de la précarité, le blocage des salaires, les attaques contre le système de santé et les retraites, etc.

Les capitalistes ont ainsi rétabli partiellement leur taux de profit, mais cela n'a pas permis de relancer l'investissement : la part de la plus-value non réinvestie a crû constamment, alimentant la consommation ostentatoire de la bourgeoisie et la spéculation sur les marchés financiers. **Le développement de la finance n'est donc pas une excroissance qui tomberait du ciel, mais une conséquence nécessaire de la tendance à la suraccumulation de capital depuis plus de 30**

ans. Le « néo-libéralisme » n'est pas le choix d'une forme de capitalisme contre une autre, mais la réponse nécessaire du système à sa crise de rentabilité des années 1970. Du point de vue du capitalisme, la politique néo-keynésienne proposée par les réformistes de tout poil pour relancer la consommation, loin de résoudre la crise, ne ferait que l'aggraver, car elle tendrait à abaisser le taux de profit. Si la crise apparaît comme insuffisance du marché de consommation pour absorber la production, elle a pour cause réelle l'explosion de la contradiction inhérente à l'accumulation du capital.

La fuite en avant dans la finance se traduit aujourd'hui par une crise bancaire généralisée

Les capitalistes nous vantaient le « modèle américain », censé permettre une « sortie de crise » grâce à l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Il est vrai que les États-Unis avaient connu une croissance assez forte depuis plus de 10 ans. Mais à quel prix ? Ils se sont en fait lancés dans une fuite en avant qui est devenue délirante à partir de 2001 : pour faire face à la crise financière de 2000-2001, à la crise de suraccumulation dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications et éviter la récession, le gouvernement US a décidé une très forte baisse des taux d'intérêt (jusqu'à 1%, taux inférieur à l'inflation !). Les banques ont donc prêté massivement aux ménages à risque (qui compensaient par le crédit la stagnation de leur salaire) et les marchés financiers se sont envolés. Cela a permis au secteur immobilier de prospérer et de tirer la croissance.

La fuite en avant dans l'endettement et le gonflement du capital fictif (par rapport aux performances de « l'économie réelle ») ne pouvait durer qu'un temps. La multiplication des défauts de remboursement s'est transformée en crise immobilière et financière généralisée, car les banques ont disséminé le risque en transformant les crédits en titres financiers, puis en les vendant sur les marchés financiers.

Les gouvernement volent au secours des capitalistes et veulent faire payer les travailleurs !

Hier, les gouvernements refusaient de satisfaire les revendications des travailleurs en prétextant que les caisses étaient vides. La retraite après 37,5 annuités (coût : 8 milliards d'euros) ? Impossible ! Augmenter les salaires de 300 euros pour tous (coût : 15 milliards d'euros) ? Impossible ! Remplacer tous les fonctionnaires partant en retraite (enseignants, agents hospitaliers, etc.) (coût : 0,6 milliards d'euros) ? Impossible ! Mais aujourd'hui, de Bush à Sarkozy, de Brown à Zapatero, tous les gouvernements bourgeois de droite et « de gauche », sont prêts à utiliser tous les moyens pour sauver le système bancaire et les grandes entreprises ! Ils veulent à tout prix éviter un krach économique, qui provoquerait une catastrophe pouvant se transformer en situation pré-révolutionnaire.

Quand il s'agit de sauver les capitalistes, les caisses de l'État ne sont plus vides !

D'une part, les banques centrales ont injecté massivement des « liquidités » en prêtant de l'argent aux banques pour qu'elles puissent recommencer à se prêter entre elles et aux entreprises. La baisse concertée des taux d'intérêts de 7 banques centrales vise le même but. Mais cela n'a pas suffi et aujourd'hui, on assiste à une crise généralisée de solvabilité des banques qui ont dans leur bilan des actifs « pourris », tellement dévalorisés qu'ils sont en fait invendables.

D'autre part, pour éviter la faillite des banques, les États apportent de l'argent frais, soit en rachetant des « actifs pourris », soit en rachetant leurs actions. Face à l'ampleur de la crise, le gouvernement US a adopté le « plan Paulson » : il s'est engagé à racheter les actifs pourris à un tarif suffisant pour sauver les banques (450 milliards de dollars), a injecté 250 milliards de dollars pour recapitaliser les banques et a baissé les impôts (de 150 milliards) essentiellement pour les grandes entreprises. Cela entraînera des coupes claires pour les dépenses sociales et un déficit budgétaire record d'au moins 10% du PIB en 2009.

Dans l'UE, la persistance des intérêts nationaux s'est manifestée nettement. Les capitalistes allemands ont imposé leur refus d'une caisse européenne commune de 300 milliards d'euros pour sauver les banques : ils ne voulaient pas payer pour les capitalistes espagnols, anglais, italiens, etc. Chaque État se débrouillera donc avec son propre budget. Mais, face à l'ampleur de la crise, ils ont accepté de se coordonner : chaque pays prévoit un fonds pour les prises de participation de l'État dans les banques (40 milliards pour la France) et apportera une garantie pour les prêts interbancaires en cas de faillite.

La crise est loin d'être finie et pourrait même rebondir. De nouvelles « créances pourries » vont apparaître, car d'autres travailleurs américains ayant acheté leur maison à crédit ne vont plus pouvoir rembourser. En outre, les banques et les fonds de placements à court

terme vont chercher à vendre des actifs pour redevenir solvables (capables de payer leurs dettes), mais cela va aggraver la crise, car ces ventes massives vont baisser les prix des actifs (chute des cours de la Bourse).

De la crise financière durable à la récession

Étant donné le rôle décisif du capital financier dans le fonctionnement de l'économie à l'époque de l'impérialisme, une crise financière aussi importante va inévitablement avoir de lourdes conséquences sur « l'économie réelle ». Les banques vont relever les taux d'intérêts et limiter leurs prêts aux seuls clients sûrs. Cela va réduire le crédit à la consommation, diminuant la demande des ménages, artificiellement entretenue depuis des années par le crédit. Combiné à la baisse du cours des actions, cela va conduire les entreprises à réduire leurs investissements, car elles ne trouveront plus assez de sources de financement externe (marché des actions, crédits des banques) et anticipent déjà une chute de la consommation. Or cela implique une hausse du chômage qui ralentira à son tour l'activité. Le gouvernement cherche à freiner cette spirale en mettant en place de nouveaux cadeaux aux patrons avec notre argent : étalement du paiement des cotisations à l'assurance-chômage, prêts bonifiés aux entreprises (une partie des intérêts étant pris en charge par l'État), etc.

La récession s'annonce sévère. On prévoit déjà une croissance nulle en Allemagne et en France, une récession marquée en Espagne, au Royaume-Uni et en Irlande. Et le ralentissement de l'économie américaine, qui a absorbé une bonne part de la surproduction mondiale depuis des années, touchera inévitablement ses principaux partenaires commerciaux, à commencer par la Chine, même s'il est difficile de dire à quel point.

Sarkozy veut nous imposer de nouveaux sacrifices et de nouvelles attaques !

Avant même la récente aggravation de la crise, il avait été très clair : « *Dire la vérité aux Français, c'est leur dire que la crise n'est pas finie, que ses conséquences seront durables, que la France est trop engagée dans l'économie mondiale pour que l'on puisse penser un instant qu'elle pourrait être à l'abri des événements qui sont en train de bouleverser le monde (...); c'est leur dire que la crise actuelle aura des conséquences dans les mois qui viennent sur la croissance, sur le chômage, sur le pouvoir d'achat.* » Il s'agissait déjà de préparer les travailleurs à accepter les désastres de la crise et l'accélération des contre-réformes. Sarkozy veut financer son plan en augmentant les impôts payés par les travailleurs (pour ne pas nuire à la compétitivité des entreprises !) et en s'endettant. Ainsi la bourgeoisie sera doublement gagnante : d'une part, elle fera payer aux travailleurs le sauvetage de son système ; d'autre part, elle souscrira aux emprunts qui lui assureront des droits sur la production future au détriment des travailleurs !

Il n'y a aucune solution favorable aux travailleurs dans le cadre de ce système capitaliste

L'absurdité du capitalisme fait que la classe qui produit les richesses, la classe qui ne porte aucune responsabilité dans la crise, doit payer pour les capitalistes parasites ! Et on nous dit qu'on tire les leçons de la crise ? Il n'y a rien à réformer dans ce système pourri : il faut le détruire !

UMP, PS, PCF, Attac... : tous à la recherche du « bon capitalisme » contre la « méchante » finance

En 2007, Sarkozy faisait la promotion du modèle états-unien en général et des subprimes en particulier : « *Les ménages français sont aujourd'hui les moins endettés d'Europe. Or, une économie qui ne s'endette pas suffisamment, c'est une économie qui ne croit pas en l'avenir, qui doute de ses atouts, qui a peur du lendemain (...)* C'est pour cette raison que je souhaite développer le crédit hypothécaire pour les ménages et que l'État intervienne pour garantir l'accès au crédit des personnes malades. » Désormais, il fustige de façon hypocrite et démagogique les banquiers, tout en volant à leur secours en pompant sur les salaires des travailleurs.

Alors que le PS s'est aligné sur Sarkozy, s'abstenant sur le vote de son plan, le PCF le dénonce certes, mais il ronronne son discours habituel sur l'argent fou des spéculateurs. Et Buffet en appelle explicitement à l'union sacrée entre les travailleurs, les capitalistes industriels et les politiciens contre les spéculateurs : il faut selon elle, « *face aux banques et aux actionnaires, donner le pouvoir, dans les entreprises, aux salariés, aux élus, aux entrepreneurs, c'est-à-dire à ceux qui défendent l'économie réelle.* » C'est la négation même de la lutte des classes, remplacée par la lutte entre les gens de l'économie réelle et les gens de la finance.

LO : aucun pont du capitalisme vers le communisme

Arlette Laguiller, pour Lutte Ouvrière, rappelle certes l'objectif final de « *l'expropriation des capitaux privés, afin que l'humanité puisse produire de façon rationnelle et démocratique en fonction de ses besoins, et pas en fonction des profits d'une minorité !* » (Éditorial, 17/10). Mais LO n'a rien à proposer aux travailleurs pour affronter concrètement les coups redoublés du patronat et du gouvernement soutenus par les réformistes.

Le POI veut rompre avec l'UE, mais sans révolution et, en attendant, il soutient la bureaucratie syndicale

Le POI (ex-PT) dénonce le plan de sauvetage des banques et explique qu'il faudrait un autre gouvernement pour mettre en œuvre un plan alternatif. Mais quel gouvernement ? « *Un gouvernement de rupture avec l'UE* », « *mandaté* » par une hypothétique « *Assemblée Constituante* ». Le gouvernement dont les travailleurs ont besoin doit rompre non seulement avec l'UE, mais avec le capital, donc avec l'État bourgeois français, et il commencerait par exproprier les banques et les entreprises du CAC 40, ce qui suppose une mobilisation révolutionnaire des travailleurs : voilà ce

que ne dit pas le POI ! Dans la pratique, les chefs du POI, en contradiction avec leur propagande officielle, soutiennent un plan de sauvetage capitaliste : ils ont voté la résolution du dernier CCN de FO, adoptée à l'unanimité : « *Les puissances publiques depositaires des souverainetés nationales doivent s'imposer aux marchés financiers et assigner aux banques l'obligation d'assurer leur fonction réelle première qui n'est rien d'autre que le financement stable et à moindre coût de l'économie réelle.* » Bref, la cause de la crise revient au méchant capital financier, mais ni au bon capital en général, ni au gentil État national français, appelé à la rescousse. Dans la même logique, le CCN « *estime impératif d'imposer de nouvelles règles à la BCE* », bref de la réformer, là encore avec les voix des chefs du POI qui, dans leur journal, disent vouloir rompre avec l'UE ! Un parti révolutionnaire engagerait au contraire le combat contre la bureaucratie syndicale, pour la mobilisation des travailleurs face à la déferlante qui se prépare. Mais le POI, co-dirigé par des bureaucrates syndicaux notoires, est pieds et poings liés.

La LCR soumet à la discussion dans le NPA un programme confus et réformiste

Partie prenante du processus pour le NPA, le Groupe CRI participe tout particulièrement à la discussion ouverte par la LCR concernant les réponses à donner à la crise. Dans son article « *Sortir du capitalisme* » (*Rouge*, 9 octobre), Olivier Besancenot se prononce contradictoirement pour la « *socialisation du système financier* » et pour une taxe visant à « *freiner* » la spéculation : on ne comprend pas s'il veut exproprier les banques ou taxer les capitalistes, tout en les laissant agir et spéculer. Il cherche certes à se distinguer des défenseurs du capitalisme, en indiquant que le pôle public bancaire serait mis au service de la population, pour faire payer leur crise aux riches. Mais c'est un vœu pieux, une illusion réformiste : sans expropriation des grands groupes capitalistes, la nationalisation du secteur bancaire ne peut que servir à sauver le système capitaliste. Cédric Durand l'écrit d'ailleurs explicitement dans le même numéro de *Rouge* : « *Dans l'immédiat, les salariés n'ont rien à gagner à un effondrement du système financier, car un tel effondrement signifierait la fin du crédit, et la fin du crédit, c'est l'impossibilité de financer les activités réelles de production de biens et de services, donc une accélération dramatique de la crise sociale. Il n'y a donc pas lieu de s'opposer, sur le principe, au sauvetage des banques.* » Et Besancenot en appelle à une réforme de la Banque centrale européenne... Bref, la direction de la LCR avance elle aussi un plan de « *réformes* » pour sauver l'économie capitaliste !

Certes, elle met en avant le « *contrôle ouvrier* », mais elle en dénature le sens, qui est d'établir un pont entre les revendications immédiates et la dictature du prolétariat. En fait, Besancenot plaide pour « *la participation d'une représentation des salariés aux*

pouvoirs de décision » dans les entreprises. Pourtant, dans *Contrôle ouvrier et stratégie révolutionnaire*, Ernest Mandel (ancien théoricien et dirigeant de l'organisation internationale à laquelle appartient la LCR) mettait en garde à juste titre ceux qui parlaient de « contrôle ouvrier » en entendant par là « cogestion » : « *C'est la grande différence entre contrôle ouvrier et cogestion ouvrière dans l'entreprise. Ce que nous exigeons, c'est le contrôle complet et le droit de veto des*

ouvriers. Mais nous refusons même un atome de responsabilité dans la gestion des maîtres capitalistes. » Le véritable contrôle ouvrier, ce n'est pas la participation des travailleurs à leur propre exploitation, c'est bloquer au maximum le fonctionnement du système capitaliste, c'est accentuer sa crise et non la résorber, c'est ouvrir la voie à la prise du pouvoir par les travailleurs, auto-organisés dans leurs conseils, avec délégués élus, mandatés et révocables.

Front unique ouvrier pour que les travailleurs ne paient pas la crise !

Les divers plans réformistes sont incapables de changer les banques et les grandes entreprises assoiffées de profits en gentils établissements soucieux du bien-être commun. En réalité, il n'y a qu'un seul plan alternatif à l'actuelle politique de sauvetage des banques : leur expropriation et leur transformation en une banque unique sous contrôle des travailleurs. Une telle banque annulerait la pyramide des dettes (tout en garantissant la petite épargne des travailleurs) et permettrait de relancer la machine productive sur de nouvelles bases. Mais pour que cette banque ne serve pas à son tour à renflouer les capitalistes industriels, cette première mesure en impliquera immédiatement une seconde : l'expropriation des grandes entreprises, en commençant par celles du CAC 40, sous contrôle des travailleurs. C'est seulement ainsi que les banques cesseront leur spéculations parasites et pourront servir à financer un plan d'investissements répondant aux besoins des masses. Un tel plan serait élaboré démocratiquement par les travailleurs organisés dans leurs conseils. De telles mesures supposent une mobilisation en masse des travailleurs, une lutte révolutionnaire leur permettant de conquérir et d'exercer le pouvoir politique.

Or les principales forces du mouvement ouvrier, à commencer par les directions syndicales, ont abandonné cette perspective. C'est pourquoi elles relaient auprès des travailleurs la propagande capitaliste selon laquelle, s'ils n'acceptent pas des sacrifices, cela ne fera qu'empirer la crise et donc leur situation. Quant à la direction de la CGT, tout en critiquant le plan du gouvernement, elle affirme que, pour sortir de la crise, « *il faut surtout promouvoir l'investissement productif et l'emploi qualifié, stable et bien rémunéré* », bref réformer le capitalisme. Elle demande donc à Sarkozy « *une réunion tripartite patronat, organisations syndicales, pouvoir public afin d'envisager l'avenir de nos secteurs professionnels* », comme si les exploités et les exploités pouvaient s'entendre sur des solutions communes à la crise.

Pour notre part, nous refusons catégoriquement que les travailleurs, qui produisent toutes les richesses de la société, paient et subissent la crise du capitalisme. C'est pourquoi nous proposons aux militants, aux syndiqués, aux travailleurs de mener le combat pour la rupture des directions syndicales avec le gouvernement et le patronat et pour la mise en avant d'un **plan de lutte permettant de mobiliser dans l'unité les travailleurs et la jeunesse pour sauvegarder leurs intérêts**. Pour

imposer ce plan à leurs dirigeants, les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs propres forces, leur auto-organisation (AG, comités de grève ou de lutte, etc.) :

- **Aucun licenciement !** Les travailleurs ne doivent pas se retrouver à la rue à l'heure où les capitalistes trouvent des milliards pour se sauver eux-mêmes ! Pour lutter efficacement, il faut utiliser toutes les armes de la lutte de classe, des manifestations et de la grève, soutenue par un fonds national de grève, jusqu'à l'occupation des entreprises et la relance de la production sous le contrôle des travailleurs ! Les travailleurs de l'automobile qui ont manifesté le 10 octobre avec des slogans déterminés au salon de l'auto montrent la voie à suivre pour toute la classe ouvrière.

- **Répartition des heures de travail disponibles** entre tous les travailleurs avec maintien du salaire !

- **Hausse des salaires et retraites de 300 € ! Pas de salaire inférieur à 1600 € nets !** Imposons l'ouverture des livres de compte prouvant que les patrons s'engraissent sur notre dos ! Exigeons le remboursement des milliards d'exonérations de cotisations sociales !

- **Aucune suppression de postes dans la fonction publique !** Abrogation de la RGPP et de la mobilité forcée par l'arme de la grève et du blocage !

- **À bas la privatisation de La Poste !** Après le 23/09, faut une grève nationale jusqu'au retrait du projet !

- **Aucune expulsion de travailleur de son logement !** Réquisition immédiate des logements vides !

- **Régularisation de tous les sans-papiers ! Abrogation de toutes les lois anti-étrangers !** Travailleurs français et étrangers, nous sommes une seule et même classe ouvrière ! C'est tous ensemble que nous pourrons empêcher les patrons et leurs gouvernements de nous faire payer la crise et imposer nos solutions !

Pour leur lutte immédiate contre les effets de la crise du capitalisme, tout comme pour préparer la lutte pour la conquête du pouvoir politique, seule façon d'en finir avec le capitalisme, les travailleurs ont besoin d'un parti parfaitement indépendant du capitalisme et de ses institutions, donc aussi de la bureaucratie syndicale, défendant jusqu'au bout les intérêts des travailleurs, bref d'un parti révolutionnaire.

C'est en ce sens que nous intervenons au sein du processus NPA et que nous appelons tous les militants qui ressentent cette nécessité à se regrouper au sein des comités NPA pour une tendance révolutionnaire.